

aeesuisse • Falkenplatz 11 • 3012 Berne • info@aeesuisse.ch

Communiqué de presse

Berne, le 11 mars 2026

Le Conseil des États rate l'occasion d'adopter une contre-proposition viable à l'initiative nucléaire

Berne. Le Conseil des États suit sa commission consultative et s'est prononcé en faveur de la contre-proposition indirecte à l'initiative nucléaire lors de sa séance du 11 mars 2026. Malheureusement, la majorité des membres du Conseil ont manqué de peu l'occasion d'adopter un amendement acceptable par rapport à la version de la CEATE-E.

À l'instar de la commission consultative CEATE-E, le Conseil des États s'est également prononcé en faveur du contre-projet indirect à l'initiative nucléaire. Ce contre-projet vise à adapter la loi sur l'énergie nucléaire afin que de nouvelles centrales nucléaires puissent à nouveau être autorisées en Suisse.

Malheureusement, le Conseil des États laisse passer une occasion de rendre le projet acceptable : par 23 voix contre 17 et 3 abstentions, la Chambre haute a rejeté une proposition individuelle de la conseillère aux États Brigitte Häberli-Koller (le Centre) qui précisait que seule une nouvelle génération de technologies nucléaires pouvait être construite. Concrètement, les centrales nucléaires dont les réacteurs ne sont pas refroidis à l'eau et dont l'exploitation ne génère pas de déchets radioactifs dépassant les limites autorisées par la législation sur la radioprotection après 300 ans devraient pouvoir être autorisées.

La motion individuelle correspond à la position du PLR. Dans la résolution adoptée sur la sécurité de l'approvisionnement en électricité, le parti stipule qu'à long terme et si nécessaire, une nouvelle génération de technologie nucléaire devrait également contribuer à la sécurité de l'approvisionnement, à condition que la sécurité puisse être garantie à tout moment.

Un faux débat détourne l'attention des véritables défis

« Nous regrettons que le Conseil des États ait rejeté les améliorations proposées par la conseillère aux États Häberli-Koller », déclare Fabienne Thomas, co-directrice d'aeesuisse. « Fondamentalement, la discussion sur les nouvelles centrales nucléaires crée surtout une incertitude inutile. Nous devrions donc clarifier cette question dès que possible et trouver une solution viable pour l'avenir. »

La mission confiée aux milieux politiques et économiques est claire : le 9 juin 2024, environ 70 % des électeurs suisses ont dit OUI à l'approvisionnement en énergies renouvelables. Après 2017 (Stratégie énergétique 2050) et 2023 (loi sur le climat), la grande majorité de la Suisse a ainsi confirmé pour la troisième fois la transformation du système énergétique. La transition énergétique passe par les énergies renouvelables,

l'efficacité et l'innovation, et non par de nouvelles centrales nucléaires. Contrairement aux centrales nucléaires, les énergies renouvelables rendent l'approvisionnement énergétique de la Suisse fiable, sûr, économique et plus indépendant. Et cela non pas dans plusieurs décennies, mais aussi rapidement que la Suisse le souhaite.

Les technologies nécessaires existent déjà

Une prise de position du comité scientifique de l'aeesuisse montre que la Suisse dispose déjà de toutes les technologies nécessaires pour réduire ses émissions de gaz à effet de serre à zéro d'ici 2050, même sans nouvelles centrales nucléaires. Le développement systématique du photovoltaïque et de l'énergie éolienne, l'utilisation intelligente de l'énergie hydraulique et du stockage, ainsi que des tarifs d'électricité flexibles sont déterminants.

Pour atteindre les objectifs climatiques, les systèmes de chauffage et les véhicules à énergie fossile doivent être remplacés par des pompes à chaleur et la mobilité électrique, ce qui augmentera la consommation d'électricité de 50-60 TWh par an actuellement à 70-80 TWh par an. Les besoins supplémentaires en électricité seront principalement couverts par le photovoltaïque et l'énergie éolienne, soutenus par l'énergie hydraulique flexible, le stockage et la gestion de la charge. Les lacunes saisonnières seront comblées par des installations de cogénération et des importations modérées d'électricité (5 à 10 TWh). Un accord sur l'électricité avec l'UE reste déterminant à cet égard. Grâce à l'interconnexion des secteurs, les importations d'énergies fossiles passeront d'environ 140 TWh à 20-30 TWh, principalement sous forme de carburants renouvelables pour l'aviation. L'efficacité reste la « source d'énergie » la plus importante, en particulier dans le secteur du bâtiment. L'innovation, des tarifs flexibles, un bon aménagement du territoire et un accès solide aux marchés européens garantissent un avenir énergétique rentable et respectueux du climat.

« La transition énergétique est techniquement réalisable, économiquement viable et sûre, sans nouvelles centrales nucléaires. Le développement rapide des énergies renouvelables, la prise en compte des signaux de prix pertinents, l'extension et la transformation intelligentes des réseaux électriques, la flexibilité des consommateurs et un cadre politique clair sont déterminants », déclare Fabienne Thomas, co-directrice d'aeesuisse.

Vous trouverez ici la [prise de position](#) et le [résumé](#).

Plus d'informations

Stefan Batzli, co-directeur aeesuisse | 079 420 46 66

Simon Dalhäuser, responsable communication aeesuisse | 079 772 06 56

L'aeesuisse est l'association faitière de l'économie pour les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique. Elle représente les intérêts de 35 associations de branche et de 550 entreprises en Suisse. Dans ce sens, aeesuisse s'engage auprès de l'administration, de la politique et de la société en faveur d'une politique énergétique et climatique progressiste et durable et s'oriente pour cela vers la mise en œuvre de la Stratégie énergétique 2050 et la réalisation des objectifs climatiques de Paris.